

Comment faire entendre la voix des enfants du Cambodge

Date : 17 juillet 2018



L'ONU a établi au Cambodge, comme dans d'autres pays, un mécanisme spécial de supervision de la situation des droits de l'homme. La Rapporteuse spéciale sur le Cambodge, Rhona Smith, est ainsi chargée d'accompagner l'État dans les réformes nécessaires au respect des droits de l'homme, y compris ceux de l'enfant. Alors que dans les premières années de son mandat, l'experte de l'ONU s'est davantage concentrée sur les problématiques politiques, certes essentielles, liées aux élections ou aux réformes agraires, c'est grâce à l'intervention du BICE et de son partenaire sur le terrain Opération Enfants du Cambodge (OEC) que **la rapporteuse a élargi son monitoring à la situation des enfants qui continuait à se dégrader.**

Le BICE alerte sur la situation des enfants au Cambodge

En effet, depuis 2015, le BICE et [OEC](#) n'ont cessé d'alerter le Conseil des droits de l'homme sur les conditions de vie des enfants au Cambodge. Dans leurs communications orales et écrites, ils ont, à maintes reprises, souligné l'ampleur des violences sexuelles dont les enfants font l'objet. Les petites victimes ne sont même pas prises en charge, le coût des expertises médico-légales reste bien trop élevé et les auteurs des violences bénéficient le plus souvent d'une totale impunité, sans doute due, pour partie, à la corruption réelle ou supposée de la police.

L'éducation, levier essentiel pour informer et former les enfants sur leurs droits et les sensibiliser aux violences, n'est malheureusement pas accessible à tous. Il n'existe pas d'école publique proche dans les zones reculées, rurales ou montagneuses. Ce sont alors les

initiatives privées qui prennent le relais, pour mettre en place, comme OEC, un [système éducatif informel](#), y compris pour la petite enfance. Faute d'écoles et de lieux de formation, les enfants et les jeunes de ces régions migrent vers Phnom-Penh, la capitale ou des sites touristiques comme Sihanoukville. Filles et garçons y sont alors des proies faciles pour toutes les formes d'exploitation économique et sexuelle.

Porter la parole des enfants du Cambodge sur la scène internationale

Face à ce terrible constat, le BICE a tout mis en œuvre afin que la Rapporteuse spéciale place les questions relatives aux droits de l'enfant au cœur de ses activités. En 2015, lors de la session du Conseil des droits de l'homme, Mme Davy Tith, fondatrice d'OEC a été invitée par le BICE à Genève où elle a pu mener diverses actions de plaidoyer. Mme Davy Tith a ainsi rencontré les équipes techniques des différents Rapporteurs spéciaux : sur les droits des femmes, la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, et le droit à l'éducation. Elle a également été reçue par Rhona Smith et lui a directement exposé la gravité de la situation des enfants au Cambodge. Ce contact fructueux a été maintenu et enrichi tout au long de l'année 2016 par de nouvelles actions de plaidoyer.

En août 2017, le travail du BICE et d'OEC s'est enfin vu récompensé. L'experte de l'ONU a réalisé une visite sur le terrain exclusivement consacrée aux droits des enfants. Suite à celle-ci, elle a repris, dans son rapport, les préoccupations du BICE et d'OEC (abus et négligence, tourisme sexuel, abandon scolaire, accès limité à l'éducation,...) ainsi que leurs recommandations (présence d'acteurs sociaux formés dans chaque commune, politique publique sociale holistique de protection des enfants, ...).

Aujourd'hui, le BICE et OEC s'inquiètent du départ prochain des services d'appui technique des Nations Unies actuellement présents au Cambodge. Sans eux, les engagements de l'État et les recommandations de la Rapporteuse spéciale risquent de rester lettre morte. Les deux organisations insistent sur la nécessité d'instaurer des institutions nationales outillées, capables de mettre en œuvre, de façon autonome, les recommandations de la Rapporteuse spéciale et d'assurer la relève à la fin de son mandat.